

Une alternative au microcrédit

PROMETTEUR Encore dans l'enfance, l'«impact investing» s'offre comme nouvelle manière de financer des projets de développement de manière responsable, durable et rentable. En Suisse, il est promu par un descendant de banquiers privés rompu à l'exercice, Cédric Lombard.

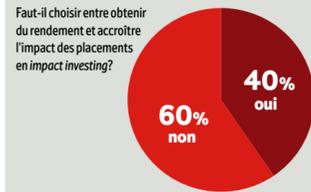
«A quoi cela sert-il d'aider un village à créer un système d'irrigation sophistiqué si les capacités de générer l'électricité nécessaire aux pompes sont inexistantes?» interroge Cédric Lombard, financier trentenaire installé à Genève et Londres. Sa réponse: «L'impact investing. L'investisseur qui emploie cette méthode s'engage à prendre en compte tous les aspects sociaux et environnementaux d'un projet de développement et ne vise pas uniquement la maximisation du profit.» Passant à l'acte, le Genevois a fondé sa propre société baptisée Impact Finance en 2010. Il complète ainsi la jeune galaxie de la finance durable qui, selon le banquier privé Ivan Pictet, donne un nouvel élan à la Cité de Calvin.

Cette action permet à la place financière suisse de s'affirmer dans un créneau de la finance durable encore marginal, mais qui affiche de vastes ambitions. Qualifié par la banque J.P. Morgan et par la Fondation

Rockefeller de «classe d'actifs naissante et en plein essor» dans le premier rapport qui lui a été consacré en 2010, l'impact investing (terme encore sans équivalent en français) vise 1% des portefeuilles d'investissement en 2014, selon European Impact Investing, une organisation basée au Luxembourg. De fait, ce sont quelque 4 milliards de dollars qui devraient être dirigés vers cette nouvelle classe d'actifs, selon J.P. Morgan.

Quatre spécialistes du développement. Cédric Lombard est un créateur d'entreprises expérimenté. Son domaine de prédilection: le microcrédit, le prêt de petites sommes à des entrepreneurs individuels dans des pays en voie de développement. En 2001, il fonde, avec le Belge Jean-Philippe de Schrevel, la première société du genre en Suisse, BlueOrchard. Fin 2004, il quitte cette entreprise avec le directeur financier

Investisseurs désintéressés



SOURCE: GIN, J.P. MORGAN



BENJAMIN FIRMEINICH, FRANÇOIS ROSSIER ET CÉDRIC LOMBARD Trois des quatre dirigeants d'Impact Finance, avec l'Italien Fabio Malanchini. La société, fondée en 2009, veut investir de manière rentable dans des projets de développement tout en étant attentive aux conséquences sociales et environnementales de son action.

Roland Dominicé et crée Symbiotics, toujours à Genève.

C'est à la fin 2008, alors que la crise financière bat son plein, qu'il a commencé à s'interroger sur le rôle de la microfinance, un domaine où il était actif depuis dix ans. «Je me suis rendu compte que nous apportions de l'argent pour financer des microbanques, mais que jamais nous ne cherchions à savoir si les impacts sociaux, économiques et environnementaux de ces investissements étaient positifs», se remémore-t-il. Un an et demi plus tard, à l'été 2010, Impact Finance voyait le jour avec deux idées en tête: investir dans des projets qui permettent d'aller plus loin que la microfinance et se pencher sérieusement sur la question de l'impact.

Il se lance dans l'aventure avec un autre expert en microfinance, l'Italien Fabio Malanchini, fondateur et ancien gérant de Microfinanza Rating à Milan, l'une des premières agences spécialisées dans le secteur. Ils s'associent vite avec le consultant et analyste d'investissement François Rossier et avec Benjamin Firmenich, un scientifique de l'environnement. Ce dernier vient compléter l'équipe pour mettre sur pied leur système de mesure de l'impact: un outil nommé Kharmax. «Il faut aller au-delà des deux dimensions traditionnelles de l'investissement que sont le rendement et le risque, et y ajouter une troisième dimension: celle de l'impact», défend l'entrepreneur.

Mais comment? Dans un domaine où les concepts sont encore à affiner, ils s'attachent à évaluer par une série d'indicateurs pragmatiques les impacts sociaux, économiques et environnementaux d'un investissement sur la chaîne de valeur du projet analysé. «A ceux qui préfèrent ne rien faire au titre que le calcul de l'impact est complexe et qu'il n'y a pas de consensus quant à sa définition, nous nous contentons de leur demander si c'est le consensus sur l'idée du risque qui rend les marchés si volatils.»

Un demi-million par projet. La jeune société ne pense pas faire beaucoup croître son siège genevois pour éviter un alourdissement de la bureaucratie. Les forces et les expertises additionnelles seront recrutées sur les lieux où seront réalisés les projets qu'elle finance. Reste à lever des fonds. Dans ses premières projections, Impact Finance vise à lever 5 millions de francs par trimestre. Son fonds, créé en septembre 2011, a recueilli 4 millions, essentiellement auprès d'investisseurs privés. L'appartenance de deux des fondateurs à d'éminentes fortunes de la Cité de Calvin n'est pas sans produire des effets positifs pour la société. «Dans cette phase de démarrage, il est plus facile de lever de l'argent à Genève», concède Cédric Lombard, lui-même fils d'Armand, le fondateur de Genilem, et petit-cousin de Thierry, associé de la banque privée Lombard Odier. Le fonds n'est pas autorisé à la vente en Suisse, la société ne lève de fonds qu'auprès d'investisseurs qualifiés.

Pour soutenir la réussite de son fonds, Impact Finance s'est associée à Guillaume Taylor, un gérant de fortune genevois dont la société Quadia est également spécialisée dans l'impact

investing. Sa trajectoire de banquier privé donne une caution de sérieux à l'ensemble.

De l'eau dans le désert. Santa Filomena, un village de la région de Nazca, au sud du Pérou, est la première cible d'Impact Finance. Dans le désert côtier qui s'étend au pied de la cordillère des Andes, au cœur d'une région mieux connue pour ses vestiges précolombiens que pour son développement, la communauté de mineurs artisanaux a réussi l'exploit de faire attribuer à sa mine d'or le premier label «commerce équitable» donné à une telle exploitation dans le pays.

«Les mineurs extraient 300 kilos d'or par an alors que les installations de traitement du village n'ont une capacité d'affinage que pour un tiers de cette quantité», explique Cédric Lombard. Le fonds a financé l'augmentation de la capacité de production de la mine, notamment en réduisant les pertes de consommation d'eau, une question cruciale dans une région où il ne pleut pour ainsi dire jamais.

Ce projet est le fruit de la coopération internationale. Le Bureau international du travail (BIT) s'est engagé à supprimer le travail des enfants. La coopération suisse a implanté un point d'accès à l'internet dans le village. «Alors que le projet est devenu durable, le secteur financier peut prendre le relais des interventions publiques», expliquent les promoteurs du projet. Ils voient déjà la possibilité d'installer une usine de production d'énergie solaire. «Il existe de nombreux projets de ce type à financer», poursuivent les dirigeants d'Impact Finance, qui souhaitent investir en moyenne un demi-million de francs par projet. Ces derniers vont du système modulaire d'irrigation par goutte en Amérique centrale, au financement de microprojets d'efficacité énergétique dans les campagnes kazakhes ou le financement d'une trieuse électronique pour une coopérative de producteurs de café.

En marge, Impact Finance se livre à des activités de conseil pour diffuser son savoir-faire et soutenir des projets, issus de la coopération, à sortir de la «léthargie confortable des subsides». Elle a ainsi validé l'installation de machines de dessalement d'eau saumâtre mues par l'énergie solaire qu'une start-up lausannoise, Swiss Fresh Water, a installées au Sénégal. «Nous avons soutenu ce projet lors de son déploiement au Sénégal. Aujourd'hui, nous nous attachons à l'aider à établir un modèle d'affaire répliquable et durable», explique François Rossier.

En plein démarrage, l'impact investing doit démontrer sa raison d'être. Peut-il raisonnablement respecter les règles d'investissement qu'il s'est fixées tout en promettant des rendements compétitifs? Dans son dernier rapport, J.P. Morgan souligne que le manque de données, causé par la jeunesse de cette classe d'actifs, constitue le principal obstacle à son développement. En cas de réussite, elle offrira une réelle solution d'investissement. Et à la place financière suisse, mise à mal par de fortes pressions ces dernières années, une possibilité de rafraîchir son image. o

Le secteur financier peut prendre le relais des interventions publiques.»

INVESTIR RESPONSABLE PETIT LEXIQUE

INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE (ISR) L'ISR se présente comme un ensemble de pratiques et de règles canalisant l'investissement vers des projets qui ne tiennent pas compte uniquement de l'équilibre traditionnel entre les risques et le rendement, mais aussi de leur durabilité et de leur impact sur la société et de considérations écologiques. Typiquement, elles excluent les armes et les industries polluantes de leurs investissements. Un nombre croissant d'instruments financiers se réclament de l'ISR, sans afficher toujours des règles très claires quant à leurs choix d'investissement.

MICROFINANCE Comment atteindre les individus de pays en voie de développement désireux de se lancer dans un projet, mais démunis du financement nécessaire? C'est l'objectif des organisations de microcrédit. Prêter 50 dollars à une paysanne pour lui permettre d'acheter une chèvre et en vendre le lait peut être le point de départ d'une entreprise. Face à un risque jugé plus élevé que celui d'un prêt bancaire classique, et pour couvrir des coûts assez importants, les taux d'intérêt avoisinent ceux des crédits à la consommation. Mais certaines sociétés spécialisées ont facturé des taux bien plus élevés, provoquant la ruine de leurs débiteurs.

PHILANTHROPIE L'investissement dans des œuvres philanthropiques s'est professionnalisé depuis l'émergence, il y a près de dix ans, de véhicules spécialisés. Sur le modèle du capital-investissement, ces fonds interviennent en suivant des règles préétablies d'efficacité en fonction d'un objectif visé. Les responsables n'ont cependant pas encore choisi entre la pure philanthropie et la recherche de rendement.

FINANCE ISLAMIQUE A certains égards, la finance islamique se prévaut de considérations éthiques pures, suivant la charia, elle prohibe les taux d'intérêt, la spéculation et les investissements dans l'alcool et le jeu. Le principal instrument, le *sukuk*, est un emprunt gagé sur des actifs réels et ne produisant pas de coupon. Néanmoins, cette forme d'obligation génère un rendement issu d'une différence de prix entre l'achat et le remboursement. Ce qui fait tiquer certains experts, c'est que la différence de prix dépend plus souvent des forces des marchés financiers que du pur risque supporté par l'ensemble des créanciers, et contrevient ainsi à la loi islamique. o